

PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 29 mars 2018

Unité Départementale d'Eure-et-Loir

Préfecture d'Eure-et-Loir

Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures environnementales

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien remis par la société « Ferme éolienne de la Butte de Menonville » sur le territoire de la commune de Villars (28).

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES – Ferme
éolienne de la Butte de Menonville à VILLARS (28)**

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission reçue le 31 août 2017, vous m'avez adressé le dossier de demande d'autorisation environnementale concernant un parc éolien situé sur le territoire de la commune de Villars (28). Cette demande porte sur la création d'un parc éolien composé de :

- 4 aérogénérateurs, de 2,35 MW de puissance unitaire, modèle Enercon E92 _2. 35MW dont :
 - 1 aérogénérateur présentant une hauteur totale maximale en bout de pale de 115 m ;
 - 1 aérogénérateur présentant une hauteur totale maximale en bout de pale de 123 m ;
 - 2 aérogénérateurs présentant une hauteur totale maximale en bout de pale de 124 m
- 1 poste de livraison électrique.

Cette demande porte sur les procédures suivantes :

-Autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Par courrier du 16 octobre 2017, l'inspection des installations classées a notifié au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier. Des compléments ont été apportés au dossier par le pétitionnaire par dépôt à la préfecture d'Eure-et-Loir le 28 février 2018. C'est sur cette version que porte le présent rapport.

Le présent rapport repose sur les contributions formulées par les services contributeurs suivants :

Thématique	Nom du service	Date de saisine	Date de contribution
Urbanisme	DDT	05/09/2017 02/03/2018	24/10/2017
Aspects sanitaires	ARS	05/09/2017 02/03/2018	24/10/2017 15/03/2018
ABF	DRAC (STAP)	05/09/2017 02/03/2018	05/10/2017
Archéologie	DRAC (SRA)	05/09/17	/
Incendie	SDIS	05/09/2017	20/11/2017
Espèces protégées	INAO	05/09/17	/

2. INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère
2980-1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	4 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur du mât des aérogénérateurs projetés supérieur ou égale à 50 m	mètre

A Autorisation

3. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le présent projet est soumis à évaluation environnementale en vertu de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

L'avis de l'autorité environnementale sera émis dans un délai de deux mois à compter de la saisine de l'autorité environnementale, hors délai de remise des compléments, soit au plus tard le 29 avril 2018.

4. CARACTERE RÉGULIER DU DOSSIER

Le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté par la société « Ferme éolienne de la Butte de Menonville » comporte l'ensemble des documents exigés à la sous-section 2 de la section 2 du chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Le projet a fait l'objet des avis suivants :

Thématique	Nom du service	Référence réglementaire	Date de saisine	Date de contribution	Observation	Nature de l'avis
Opérateur « radar »	Météo-France	R.181-32	05/09/17	07/09/17	Aucune contrainte réglementaire	Conforme
Opérateur « radar »	DGAC	R.181-32	05/09/17	08/09/17	Avis favorable	Conforme
Opérateur « radar »	Ministère de la défense	R.181-32	07/09/17	08/11/17	Avis favorable	Conforme
Opérateur chargé d la navigation aérienne	DGAC	R.181-32	05/09/17	08/09/17	Avis favorable	Conforme
Opérateur chargé d la navigation aérienne	Ministère de la défense	R.181-32	07/09/17	08/11/17	Avis favorable	Conforme

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement, le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Les éléments du dossier paraissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation, sur son site, dans son environnement.

5. AVIS DE L'INSPECTION

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire ; lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

En réponse à l'invitation préfectorale précisément formulée par lettre du 16 octobre 2017 et en application des dispositions de l'article R. 181-16 du code de l'environnement, le demandeur a apporté différentes améliorations relatives au contenu de son dossier de demande d'autorisation environnementale.

Malgré les contacts établis, l'ensemble des remarques clairement explicitées n'a pas été complètement pris en considération et le dossier comporte encore quelques lacunes résiduelles, notamment concernant :

- Les protocoles pour les points d'écoutes actives ponctuelles des chiroptères sont insuffisamment précisés, notamment en termes de nombre de points effectués par session et de durée globale d'écoute par session et par point.
- Absence de restitution quantitative des écoutes ponctuelles des chiroptères (en nombre brut de contacts ou/et intensité d'activité par point) afin de comparer les résultats entre eux et de déceler d'éventuels secteurs plus fréquentés.
- Absence de restitution de l'ensemble des écoutes concernant les chiroptères par date ou par saison, pour comparer l'activité et la composition spécifique selon les périodes.
- La mesure réductrice visant à réaliser les travaux au printemps après passage d'un expert et en l'absence d'espèces nicheuses patrimoniales doit être étendue à l'ensemble des espèces protégées nichant dans les grandes cultures.

De plus, deux lacunes, non présentes au sein du dossier initial ont été relevées lors du dépôt des compléments :

- La carte recensant l'ensemble des parcs éoliens (page 221 de l'étude d'impact) mérite une légende précisant le nom des parcs éoliens.
- Pas de prise en compte du parc Moisson de Beauce 1, situé sur la commune de Luplanté, à une douzaine de kilomètres du projet et autorisé par décision de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 5 février 2017, et du parc éolien de Genonville, situé sur la commune de Prasville, à 9,8 kilomètres du projet et autorisé le 15 janvier 2018.

Néanmoins, le dossier peut être estimé suffisant pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure réglementaire les principales caractéristiques de l'installation projetée.

6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées suggère à Madame la Préfète d'estimer le dossier suffisant pour engager la procédure réglementaire prévue aux sous-sections 2 et 3 de la section 2 du chapitre unique du titre VIII du livre premier du code de l'environnement afin de permettre sans tarder l'information et la consultation des différentes parties prenantes.

Au cours de cette procédure, le demandeur aura différentes occasions de prendre connaissance des observations émises lors des consultations réglementaires (enquêtes publique et administrative) et sera conduit à apporter des réponses. Le soin apporté par l'exploitant à répondre à ces observations, la qualité et la performance des moyens de limitation des nuisances et des risques et les engagements qu'il prendra dans cet objectif, conditionnent les suites qui seront données à la demande d'autorisation environnementale.

Nous vous proposons d'informer l'exploitant qu'en absence de réponse aux observations émises lors des consultations réglementaires, il s'expose à un refus de sa demande.

Le dossier de demande peut donc être estimé régulier. Le président du tribunal administratif peut être saisi pour désigner un commissaire-enquêteur pour l'enquête publique, laquelle devra débiter dans un délai compris entre un mois et un mois et demi, en application des dispositions des articles R. 181-35 et R. 181-36 du code de l'environnement.

La rubrique 2980-1 de la nomenclature des ICPE détermine un rayon d'affichage de 6 km pour l'enquête publique.

Cette enquête concerne donc les communes de Villars, Neuvy-en-Dunois, Sancheville, Fains-la-Folie, Villeau, Meslay-le-Vidame, Le Gault-Saint-Denis, Pré-Saint-Martin, Pré-Saint-Evroult, Bullainville, Baingnolet, Les Villages Vovéens et Moriers.

Dans le cadre de l'instruction du présent dossier et suite notamment aux avis des services consultés dans le cadre de la régularité du présent dossier, l'inspection invite Madame la Préfète à solliciter l'avis des services et organismes suivants sur la présente demande :

- Les gestionnaires de réseau mentionnés dans les contributions des services à l'examen de recevabilité et en particulier :
 - le Conseil Général d'Eure-et-Loir ;
 - La commune de Villars ;